

Manuscrit approuvé :

Chiapparini, Emanuela ; Bitsch, Kevin, Guerry, Sophie ; Reynaud, Caroline (2024). Une voix pour les personnes en situation de pauvreté. *Sécurité sociale (CHSS)* 6/2024, 1-4.

Une voix pour les personnes en situation de pauvreté

En Suisse, les personnes touchées par la pauvreté ne sont que peu entendues au niveau politique. Un « Conseil pour les questions de pauvreté » pourrait changer la donne.

En un coup d'œil

- Un processus mené conjointement par la Haute école spécialisée bernoise et la Haute école de travail social de Fribourg a permis d'élaborer, avec la participation des personnes concernées, une proposition pour un « Conseil pour les questions de pauvreté en Suisse ».
- Ce futur « Conseil pour les questions de pauvreté » réunirait des personnes ayant l'expérience de la pauvreté ainsi que des professionnels actifs dans la lutte contre la pauvreté
- L'objectif du « Conseil pour les questions de pauvreté » serait d'exercer une influence politique aux niveaux national, cantonal et communal.

Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS), en Suisse, environ 700 000 personnes sont touchées par la pauvreté et 1,3 million sont menacées de pauvreté (OFS 2024a et OFS 2024b). Pour ces personnes, l'accès aux processus politiques s'avère souvent difficile. À l'inverse notamment des enfants et des adolescents ou des personnes en situation de handicap, qui sont représentés par des instances de lobbying (p. ex. session des jeunes et session de personnes en situation de handicap), les personnes touchées par la pauvreté ne disposent d'aucun espace d'expression pour faire valoir collectivement leurs préoccupations dans les discours politiques, sociaux ou scientifiques.

Il ressort des débats politiques (p. ex. sur le renchérissement) que la société devrait être sensibilisée au sujet de la pauvreté afin de lutter contre les accusations, les représentations éloignées de la réalité et les préjugés. Ces expériences de stigmatisation ou d'exclusion vécues par les personnes ayant connu la pauvreté entraînent souvent des sentiments de honte, alors que leur situation de vie est surtout due à des causes structurelles, telles que des dynamiques économiques, sociopolitiques ou éducatives. Il est donc urgent de créer des structures de participation permanentes, afin que les personnes en situation de pauvreté puissent elles-mêmes participer aux discussions. Elles peuvent donner ainsi une autre image d'elles, et ce en tant que personnes dotées de ressources pour agir.

Comment améliorer structurellement la participation des personnes touchées par la pauvreté et des organisations qui défendent leurs intérêts au débat sociopolitique en Suisse ? Une étude commandée par la [Plateforme nationale contre la pauvreté](#) a cherché des pistes de solution en mettant en œuvre un processus participatif (Chiapparini et al. 2024). Il en résulte une proposition de structure de participation permanente : le « Conseil pour les questions de pauvreté en Suisse ».

Expériences internationales positives

De nombreux pays disposent déjà de structures et d'instruments permettant d'inclure les personnes ayant fait l'expérience de la pauvreté dans leur politique de lutte contre la pauvreté. L'étude s'est penchée sur 15 structures dans 14 pays – dont nos voisins allemands, français et autrichiens ainsi que le « réseau européen de lutte contre la pauvreté » ([EAPN](#)) de la Commission européenne – dans

lesquels la participation des personnes en situation de pauvreté fait partie des discours sociétaux et politiques.

Les structures ont des dénominations différentes dans les pays étudiés et sont adaptées à leurs propres contextes. En Belgique, par exemple, la « Plateforme contre la pauvreté et l'exclusion sociale » ouvre la voie au dialogue entre les instances de décision et les personnes en situation de pauvreté. En France et au Canada, des personnes ayant l'expérience de la pauvreté sont mandatées par des décideurs politiques pour évaluer des dossiers de la politique nationale de lutte contre la pauvreté dans le cadre de commissions ou de conseils permanents.

Les évaluations des instruments étudiés suggèrent que les structures favorisent la participation politique à certaines conditions (Chiapparini et al. 2024). Par ailleurs, on peut observer des effets positifs sur l'empowerment au niveau collectif et individuel (Herriger 2020).

Les avantages de la participation

Cette démarche se différencie des recherches effectuées jusqu'à présent par le fait qu'elle a permis l'implication de personnes en situation de pauvreté dans le cadre d'ateliers. D'un point de vue scientifique, cette participation présente plusieurs avantages. La prise en compte des savoirs des personnes concernées permet notamment de mettre en évidence des points aveugles dans les processus des organisations. De tels projets renforcent les capacités de communication ainsi que les compétences sociales des spécialistes professionnels ou politiques et des personnes concernées (cf. Müller de Menezes et Chiapparini 2021 ainsi que Chiapparini et al. 2020). En outre, le dialogue entre les différentes perspectives favorise la compréhension mutuelle entre les personnes en situation de pauvreté et les spécialistes.

Plus de 50 personnes ayant l'expérience de la pauvreté et 15 professionnels de différents domaines de la lutte contre la pauvreté ont participé aux ateliers en français et en allemand au printemps 2023 à Berne, Fribourg et Bienne. Au cours de ces ateliers, les participants ont élaboré ensemble les contours principaux d'une structure permanente de participation adaptée au contexte suisse.

Un « Conseil pour les questions de pauvreté en Suisse »

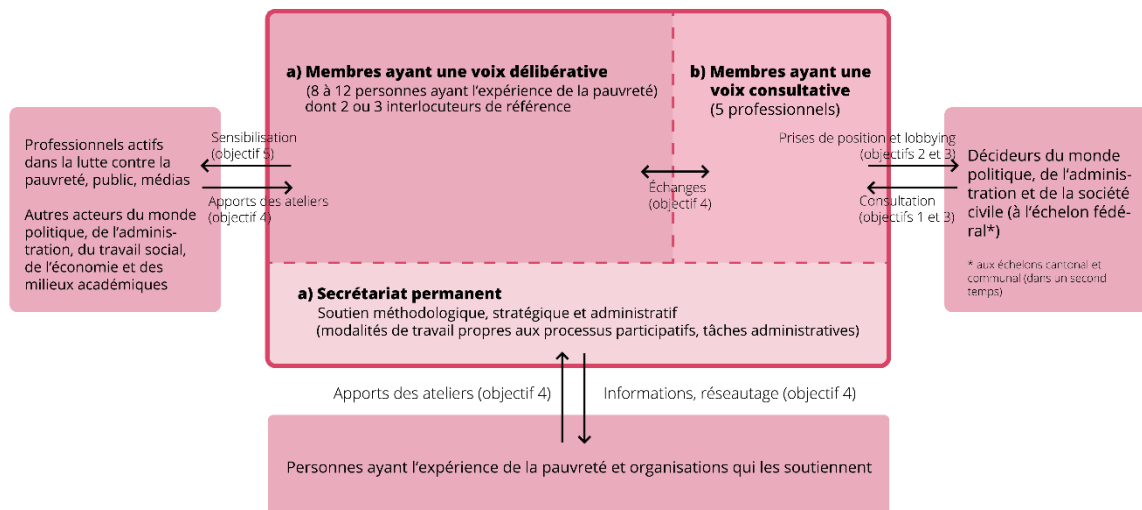
Le processus participatif réalisé le montre : la mise en place d'un « Conseil pour les questions de pauvreté en Suisse » répondrait aux attentes d'une structure permanente de participation des personnes en situation de pauvreté. Les nombreuses personnes ayant l'expérience de la pauvreté pourraient ainsi être davantage impliquées dans les débats et l'amélioration de la politique suisse de lutte contre la pauvreté.

La structure élaborée aurait pour objectif de conseiller les acteurs du monde politique, de l'administration et de la société civile ou de leur soumettre des propositions de développement de la prévention et de la lutte contre la pauvreté. En même temps, il devrait encourager l'échange entre les personnes en situation de pauvreté, les professionnels et d'autres acteurs de la politique et de l'administration, et sensibiliser le grand public au thème de la pauvreté.

A quoi pourrait ressembler concrètement un « Conseil pour les questions de pauvreté » ? Grâce à la démarche réalisée, il est possible de proposer une structure composée de personnes ayant vécu la pauvreté dotées d'un pouvoir décisionnel et de membres consultatifs apportant leurs expertises respectives au Conseil (voir schéma). Les membres ayant voix délibérative se réunissent plusieurs fois par année et prennent position sur des thèmes actuels ou organisent annuellement des événements publics afin d'intégrer une plus large représentation des personnes touchées par la pauvreté.

Dans un premier temps, il s'agit de mettre en place cette structure au niveau fédéral, et c'est donc à ce niveau que le financement et la mise à disposition des ressources nécessaires doivent être assurés. Il semblerait également judicieux de rattacher le Conseil à une structure telle que la Plateforme nationale contre la pauvreté, coordonnée par l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS).

Conseil pour les questions de pauvreté en Suisse



Source: Chiapparini et al. 2024

Un signal fort

La mise en place d'un « Conseil pour les questions de pauvreté » revêtirait un caractère novateur en Suisse : il s'agirait d'un geste symbolique fort pour la reconnaissance par le monde politique du savoir lié à l'expérience de vie des personnes en situation de pauvreté. Les observations dans d'autres pays montrent que de telles structures ont une légitimité particulièrement élevée lorsqu'elles sont soutenues et mandatées par les instances politiques compétentes (p. ex. le Conseil fédéral). Cela favoriserait assurément une mise en œuvre efficace.

En fin de compte, la question de savoir si et comment une structure permanente de participation pour les personnes touchées par la pauvreté en Suisse peut être mise en œuvre relève d'une décision politique. Cette structure pourrait se baser sur les propositions qui ressortent du processus réalisé, mais son modèle devrait encore être affiné. Dans une prochaine étape, il reste encore à définir, toujours avec la participation des personnes concernées, par quels moyens et dans quels cadres l'échange politique devrait avoir lieu.

Bibliographie

Chiapparini, Emanuela ; Guerry, Sophie ; Reynaud, Caroline (2024). [Grundlagen und Konzept einer ständigen Beteiligungsstruktur, die forschungsbasiert gemeinsam mit armuterfahrenen Personen entwickelt wurde](#). Étude commandée par la Plateforme nationale contre la pauvreté (OFAS).

Chiapparini, Emanuela ; Schuwey, Claudia ; Beyeler, Michelle ; Reynaud, Caroline ; Guerry, Sophie ; Blanchet, Nathalie ; Lucas, Barbara (2020). [Modelle der Partizipation armutsbetroffener und -gefährdeter Personen in der Armutsbekämpfung und -prävention](#) (Modèles de participation des personnes menacées ou touchées par la pauvreté à la prévention et la lutte contre la pauvreté, en

allemand avec résumé en français) Étude commandée par l'OFAS. Aspects de la sécurité sociale. Rapport de recherche n° 7/20.

Herriger, Norbert (2020). Empowerment in der Sozialen Arbeit. Eine Einführung. 6^e édition.

Müller de Menezes, Rahel, Emanuela Chiapparini (2021). [« Et si vous nous donniez la parole » – Tenir compte des savoirs d'expérience des personnes concernées. Bases et étapes de la participation des personnes concernées aux mesures de prévention et de lutte contre la pauvreté](#) : Plateforme nationale contre la pauvreté, Office fédéral des assurances sociales.

OFS (2024a). [Taux de pauvreté, 2022](#).

OFS (2024b). [Taux de risque de pauvreté, 2022](#).

Emanuela Chiapparini

Prof. en sciences sociales, directrice de l'Institut Enfance, Jeunesse et Famille, Haute école spécialisée bernoise

Kevin Bitsch

Collaborateur scientifique, Institut pour l'enfance, la jeunesse et la famille, Haute école spécialisée bernoise

Sophie Guerry

Professeure associée, Haute école de travail social Fribourg, HES-SO

Caroline Reynaud

Professeure associée, Haute école de travail social Fribourg, HES-SO